

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 15/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/01/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NOVANDIE

19 RUE DE LA REPUBLIQUE
BP 1089
76150 Maromme

Références : UDRD-2024-02-T-102
Code AIOT : 0005800611

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/01/2024 dans l'établissement NOVANDIE implanté 19, rue de la république CS 41089 76018 Maromme. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NOVANDIE
- 19, rue de la république CS 41089 76018 Maromme
- Code AIOT : 0005800611
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'entreprise NOVANDIE MAROMME appartient à la branche ultrafrais du groupe ANDROS. Elle produit environ 39 000 tonnes de yaourt par an sous sa marque propre MAMIE NOVA ou pour des marques distributeurs. L'activité de l'entreprise est notamment soumise à autorisation au titre de la rubrique 3642 (Traitement et transformation de matières premières animales et végétales en vue de la fabrication de produits alimentaires). Elle relève donc de la directive IED (Directive sur les

émissions industrielles). Le BREF principal du site est le BREF FDM (Industries agro-alimentaires et laitières). L'usine est notamment régie par les dispositions de l'arrêté préfectoral du 27/10/2021 pris pour l'application des meilleures technologies disponibles du document BREF précité.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- mise à jour de la situation administrative ;
- connaissance des réseaux d'effluents liquides ;
- comblement d'un forage inutilisé ;
- audit « gestion optimisée des flux d'eau » ;
- conformité des rejets dans les eaux de surface ;
- confinement des eaux susceptibles d'être polluées sur le site.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Mise à jour de la situation administrative	AP Complémentaire du 27/10/2021, article 1	Lettre de suite préfectorale, Prescriptions complémentaires	<u>Demandes n°1 et 2</u> 15 jours
4	Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets	AP Complémentaire du 26/10/2009, article 4.3.7.	Lettre de suite préfectorale	<u>Demande n°3</u> 3 mois
5	VLE - Rejets dans une station d'épuration industrielle collective	AP Complémentaire du 27/10/2021, article 2	Lettre de suite préfectorale	<u>Demande n°4</u> 3 mois
6	Confinement des eaux polluées sur le site	Arrêté Préfectoral du 26/10/2009, article 7.6.10.	Lettre de suite préfectorale	<u>Demande n°5</u> 2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Plan des réseaux (effluents liquides)	AP Complémentaire du 26/10/2009, article 4.2.2.	Sans objet
3	Audit "gestion optimisée des flux d'eau"	AP Complémentaire du 20/07/2021, article 1	Sans objet
7	Comblement d'un forage	Arrêté Préfectoral du 26/10/2009, article 4.1.3.2.3.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Confinement des eaux susceptibles d'être polluées :

Le calcul D9A réalisé par l'exploitant met en évidence qu'en cas de sinistre, le volume d'eau à confiner sur le site serait de 1 600 m³ pour deux heures d'incendie. Actuellement, l'exploitant ne dispose pas de dispositif capable de retenir sur le site un tel volume. Il présentera donc à l'inspection sous 2 mois un plan d'actions accompagné d'un échéancier pour la mise en conformité

de son site. Bien que cette demande ait déjà été formulée lors de la précédente visite d'inspection, dans la mesure où l'exploitant a présenté de nouveaux éléments, il n'est pas proposé de suite à ce stade.

Conformité des rejets dans les eaux de surface :

L'étude des déclarations d'autosurveillance des rejets aqueux de l'entreprise met en évidence des dépassements sur les paramètres pH, DCO, P, NGL et HCT. Cependant, les rejets sont traités par une station d'épuration industrielle dont les rejets finaux sont conformes. L'inspection ne propose donc pas de suite à ce stade. Néanmoins, sous 3 mois, l'exploitant présentera à l'inspection une étude technico-économique des solutions lui permettant d'atteindre la conformité de ses rejets :

- pour le paramètre pH . il décrira notamment comment le pH est traité sur la STEP et si ce traitement peut-être relocalisé sur le site de NOVANDIE. Il indiquera si le réseau entre les deux entreprises a été conçu pour résister à un pH moyen de 11 ;
- pour les autres paramètres , le cas échéant, il décrira l'impact des rendements épuratoires de la STEP et l'évolution des flux de pollutions émis ;
- enfin, il indiquera comment il s'assure de l'étanchéité du réseau sur les 6 km qui séparent les deux entreprises ;

À la lumière de cette étude, l'inspection est susceptible de proposer des prescriptions complémentaires pour encadrer la conformité réglementaire des rejets.

Mise à jour de la situation administrative : Sous 15 jours, l'exploitant remettra à jour son classement administratif à la lumière des éléments constatés suite à l'audit 1510 réalisé sur le site. Il précisera notamment les volumes à considérer et les régimes de classement éventuels pour les rubriques 1530, 1532, 2663 et 1511. Dans un délai de 6 mois, l'exploitant réalise un audit de conformité aux prescriptions de l'arrêté ministériel correspondant aux éventuelles rubriques auxquelles il n'était pas soumis (notamment la rubrique 1511) et le porte à la connaissance du préfet.

L'inspection des installations classées proposera à M. le préfet de mettre à jour la situation administrative de l'établissement par arrêté préfectoral complémentaire lorsque l'exploitant aura fourni l'ensemble des informations nécessaires à l'établissement du classement.

Enfin, sous 15 jours, l'exploitant justifiera de l'élimination des fluides frigorigènes dans des filières appropriées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise à jour de la situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/10/2021, article 1			
Thème(s) : Situation administrative, Tableau de classement			
Prescription contrôlée :			
[...]			
Rubrique	Régime (*)	Libellé de la rubrique	Activités autorisées

3642-3	A (IED)	Traitement et transformation [...] des matières premières ci-après [...] : 3. Matières premières animales et végétales, aussi bien en produits combinés qu'en produits séparés, avec une capacité de production, exprimée en tonnes de produits finis par jour : a) Supérieure à 75 si A est égal ou supérieur à 10	Transformation de produits laitiers A > 10 (± 90 %) 100 tonnes par jour
		<i>où « A » est la proportion de matière animale (en pourcentage de masse) dans la quantité entrant dans le calcul de la capacité de production de produits finis.</i>	
2661-1	D	Transformation de polymères 1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant c) Supérieure ou égale à 1 t/j, mais inférieure à 10 t/j	Fabrication des pots 3,5 t/j
1185.2	DC	Gaz à effet de serre fluorés [...] (fabrication, emploi, stockage) 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	402,52 kg au total
1510-1	DC	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes) [...] 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : c) Supérieur ou égal à 5 000 m ³ mais inférieur à 50 000 m ³	12 700 m³
2910-A	DC	Installations de combustion [...] A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel[...] si la puissance thermique nominale est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	Chaudières au gaz naturel Puissance thermique totale de 9.56 MW
2921	DC	Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle b) La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3 000 kW	1 Tour aéroréfrigérante (TAR) 1288 kW

1532-2	NC	Stockage de bois ou de matériaux combustibles analogues 2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant : inférieur à 1000m ³	Capacité de stockage : 400 m³ de palettes (en extérieur)
2925-1	D	Ateliers de charge d'accumulateurs électriques 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 50 kW	62 kW
4735	NC	Ammoniac La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Pour les récipients de capacité unitaire supérieure à 50 kg : Inférieure à 150 kg	Installation de réfrigération à l'ammoniac (eau glycolée) 65 kg

Constats :

Rubrique 3642 (traitement et transformation des matières premières animales et végétales) et Rubrique 2661 (transformation de polymères) :

Le site est autorisé au titre de la rubrique 3642-3 (traitement et transformation des matières premières animales et végétales). Elle est donc concernée par la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 dite « IED » (directive sur les émissions industrielles). Suite à la parution le 4 décembre 2019 du BREF FDM (Foods, Drinks and Milk) applicable aux activités du site et la publication des meilleures techniques disponibles (MTD) reprises dans l'arrêté ministériel du 27 février 2020, les prescriptions applicables au site ont été revues pour assurer leur conformité aux MTD par la prise d'un arrêté préfectoral complémentaire le 27/10/2021.

L'arrêté préfectoral du 26 octobre 2009 autorisait l'entreprise NOVANDIE à transformer 400 t de lait par jour et 15 tonnes de matières plastiques (pour le thermoformage des pots de yaourt). Dans le dossier de réexamen IED présenté par l'exploitant, le volume d'activité indiqué était de 180 t de matières premières transformées par jour. Cependant, il a transmis à l'inspection par mail daté du 8 octobre 2021 un tableau de classement mis à jour indiquant une transformation de matières premières de 100 t/j et une transformation de polymères de 3,5 t/j. Ce classement a été acté par arrêté préfectoral du 27/10/2021, pris à l'issue du réexamen IED.

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué qu'il avait atteint une capacité de production de 150 t/j. Cette augmentation de la production de yaourt s'accompagne d'une augmentation de production de pots en plastique, actuellement 4,5 t de polymères par jour. Or, le site est classé au titre la rubrique 2661 (transformation de polymères) sous le régime de la déclaration pour le traitement de 3,5 t par jour de polymères.

Cette augmentation de la production journalière (passage de 100t/j à 150 t/j) constitue une modification notable du site qui doit être portée à la connaissance du préfet. Elle n'engendre pas d'inscription du site à une nouvelle rubrique ICPE et ne dépasse pas à elle seule le seuil de la rubrique 3642-3a (seuil fixé à 75 t). Elle ne relève pas des modifications soumises à évaluation environnementale systématique ni des modifications soumises à examen au cas par cas au sens de

l'alinéa II de l'article R. 122-2 du code de l'environnement. Lors du réexamen IED, l'analyse des impacts du site ayant été réalisée en prenant en compte une production de 180 t/j, il n'y a pas de modification des impacts connus du site. La modification peut donc être considérée comme non-substantielle, ne nécessitant pas de nouvelle procédure d'instruction avec consultation du public.

Rubrique 1510 (entrepôts couverts) :

Suite à la modification de rubrique 1510 de la nomenclature par décret n°2020-1169 du 24 septembre 2020, l'exploitant a déclaré par courrier daté du 30 décembre 2021, son droit d'antériorité relatif à cette rubrique pour les entrepôts couverts préexistants et déjà classés à la rubrique 1510 et le bâtiment de production. Néanmoins il n'a pas précisé le volume concerné par cette antériorité.

Suite à la visite du 11 janvier 2024, il a transmis à l'inspection le rapport d'audit, daté du 25 novembre 2022, qu'il a fait réaliser par un cabinet spécialisé pour calculer le volume de stockage concerné par cette rubrique. L'audit prenait en compte l'arrivée de l'entreprise « comptoir colonial » sur le site, dans le bâtiment U1 (arrivée qui a fait l'objet d'un porter à connaissance au préfet par courrier du 3 juin 2022 et a été acté par l'administration par lettre préfectorale le 5 septembre 2022). Cependant ce projet n'ayant finalement pas abouti, il convient de réévaluer les conclusions de cet audit en excluant le bâtiment U1 actuellement inutilisé.

L'audit a permis d'identifier un seul groupe d'IPD (Installation Pourvue d'une toiture) et de recenser les matières stockées avec les rubriques auxquelles elles sont susceptibles d'être classées. Cette étude met en évidence que plus de 500 t de matières ou produits combustibles sont bien stockés sur le site, dont 650 tonnes en entrepôt frigorifique. La quantité de matières combustibles autres que les matières conservées au sein des parties frigorifiques n'est pas supérieure à 500 tonnes (289 tonnes). Cet entrepôt peut donc être considéré comme un **entrepôt exclusivement frigorifique** et ne relève donc pas de la rubrique 1510 mais de la rubrique 1511 (un entrepôt frigorifique est un entrepôt dans lequel les conditions de température et/ ou d'hygrométrie sont régulées et maintenues à une température inférieure ou égale à 18° C en fonction des critères de conservation propres aux produits.). Le volume à considérer pour cette rubrique est le volume susceptible d'être stocké dans les zones régulées (chambre froide par exemple). Par ailleurs, la rubrique 1511 n'englobant pas les autres matières combustibles (à la différence de la rubrique 1510), les autres matières combustibles (bois, carton, polymères...) relevant d'une rubrique spécifique sont susceptibles d'être classées dans les rubriques correspondantes (notamment 1530, 1532, 2663)..

Demande n°1 :

Sous 15 jours, l'exploitant remet à jour son classement administratif à la lumière des éléments constatés suite à cet audit. Il précisera notamment les volumes à considérer et les régimes de classement éventuels pour les rubriques 1530, 1532, 2663 et 1511. Dans un délai de 6 mois, l'exploitant réalise un audit de conformité aux prescriptions des arrêtés ministériels correspondant aux éventuelles rubriques auxquelles il n'était pas soumis (notamment la rubrique 1511) et portera les conclusions de cet examen à la connaissance du préfet.

Rubrique 2925-1 (atelier de charge d'accumulateurs électriques produisant de l'hydrogène) :

L'exploitant a indiqué que le nombre d'engins présents sur le site ayant diminué, il dispose actuellement d'une puissance de 30 kW sur le site et n'est donc plus classé à la rubrique 2925 (puissance inférieure à 50 kW)

Rubrique 1185 (gaz à effet de serre fluorés) :

La quantité de fluides autorisée sur le site est de 402,52 kg. L'exploitant a indiqué pendant la visite

qu'il a procédé au retrait ou à l'arrêt avec vidange des fluides de groupes froids en décembre 2020 et 2022. La quantité de gaz à effet de serre fluorés actuellement présente sur le site est de 320 kg.

Demande n°2 :

Sous 15 jours, l'exploitant justifiera de la bonne élimination des fluides frigorigènes dans des filières appropriées.

Proposition de l'inspection :

L'inspection des installations classées proposera à M. le préfet de mettre à jour la situation administrative de l'établissement par arrêté préfectoral complémentaire lorsque l'exploitant aura fourni l'ensemble des informations nécessaires à l'établissement du classement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale, Prescriptions complémentaires

Proposition de délais : 15 jours, 2 mois

N° 2 : Plan des réseaux (effluents liquides)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/10/2009, article 4.2.2.

Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des effluents liquides

Prescription contrôlée :

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître ;

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire,) ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs,...) ;
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les point de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Constats :

Suite à la visite de 2021, l'exploitant a mis à jour son plan des réseaux d'eau.

Le plan présenté pendant la visite permettait de différencier les réseaux d'eaux usées sanitaires, d'eaux pluviales (en différenciant les eaux de toitures et de voiries) et les eaux usées industrielles. Il indique bien l'emplacement des points de rejets, des obturateurs et des séparateurs d'hydrocarbures. Toutefois celui-ci ne présente pas l'emplacement des pompes de relevage internes au site. Suite à la visite, l'exploitant a envoyé par mail une mise à jour du plan le 12 janvier 2024.

Les pompes de relevage ne font pas l'objet d'une maintenance préventive. Une pompe de rechange est toutefois présente sur le site. L'exploitant a indiqué qu'un dysfonctionnement de pompe serait rapidement identifié sur le logiciel de supervision qui indique le débit des pompes.

Le plan indique également l'emplacement des forages et des compteurs d'eau.

La visite sur le site n'a pas mis en évidence d'incohérence avec le plan présenté. Tous les obturateurs étaient en place et présentaient une pression suffisante pour être fonctionnels.

L'exploitant a présenté le dernier contrôle des obturateurs datant de décembre 2022. Le prochain contrôle est programmé le 15 février 2024. Les obturateurs font l'objet d'un contrôle visuel hebdomadaire par le personnel du site. En cas de baisse significative de la pression, l'agent doit vérifier l'absence de fuite et si nécessaire remettre en état le matériel ou faire intervenir le prestataire en charge de l'entretien annuel. L'exploitant a présenté lors de la visite le relevé hebdomadaire des vérifications. Il n'a pas su indiquer quel était le seuil à partir duquel une action était mise en œuvre par le personnel qui vérifie les obturateurs.

Observation de l'inspection :

L'exploitant veillera à respecter à l'avenir un intervalle maximal de 12 mois entre deux vérifications annuelles des obturateurs. Il complètera sa procédure de vérification des obturateurs en précisant les critères devant mener à une action de l'agent qui vérifie les installations.

L'exploitant a également présenté à l'inspection les compte-rendus de pompage et de nettoyage des 2 séparateurs d'hydrocarbures présents sur le site en date du 30 mai 2023.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Audit "gestion optimisée des flux d'eau"

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/07/2021, article 5

Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse

Prescription contrôlée :

Le rapport final de l'audit sur l'optimisation de la gestion des flux d'eau est transmis à l'inspection des installations classées, au plus tard, pour le 31 décembre 2024.

[...]

Constats :

Le site est alimenté par de l'eau de forage pour la production et les utilités. L'eau consommée sur le site provient majoritairement du forage 994b181 situé entre les unités U3 et U4 qui alimente la production (environ 95 % des usages) à hauteur d'environ 400 m³/j. Le forage 994b113 alimente quant à lui la chaufferie avec un prélèvement de 10 à 20 m³ / semaine.

Le forage 994b112 situé près du magasin général n'est pas exploité. Il est fermé, isolé et verrouillé. La pompe a été retirée. Enfin le forage 994b192 a été comblé (voir point de contrôle n°7 ci-dessous). En 2023, le site a prélevé environ 145 000 m³/an dans la nappe .

L'eau de ville alimente le siège (vide depuis fin 2022), le poste de garde et le réseau d'eau incendie. La consultation des déclarations des consommations en eau sur la plateforme GERE met en évidence un dépassement de la consommation en eau de ville autorisée (1 000 m³/an) en 2020, 2021 et 2022 (respectivement 1 046 m³, 1 206 m³ et 1 304 m³). L'exploitant a indiqué qu'une grosse fuite a été détectée en 2022 sur le réseau incendie (estimée à 950 m³ environ). Cette fuite a été réparée en 2022. Il estime sa consommation à environ 200 m³ en 2023 ce qui est très nettement inférieur au volume autorisé.

La visite a été l'occasion de faire un point sur l'avancée de l'audit d'optimisation de la gestion des flux d'eaux que l'exploitant doit transmettre au plus tard pour le 31 décembre 2024. L'exploitant a indiqué à l'inspection que le diagnostic préliminaire et la cartographie des flux d'eaux étaient terminées.

La consommation en eau hebdomadaire est revue en comité de direction. L'exploitant a mis en place des logiciels d'optimisation des nettoyages et a établi un plan d'économies d'eau avec un objectif de diminution de -25 % de la consommation d'eau en 2025. Il a mis en place les actions au

2 nd semestre 2023 et les résultats sont tels qu'il pense atteindre son objectif dès 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/10/2009, article 4.3.7.
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des effluents liquides
Prescription contrôlée : [...] les effluents doit également respecter les caractéristiques suivantes : - température moyenne journalière : < 30°C ; - pH moyen journalier : compris entre 5,5 et 9 [...]
Constats : L'étude des déclarations d'autosurveillance de l'exploitant sur l'outil GIDAF met en évidence que sur l'année 2023, pour les eaux industrielles en sortie de site, 309 mesures journalières de pH étaient en dépassement (pH>9), soit 85 % des valeurs déclarées. Ces eaux industrielles sont rejetées vers le réseau de la station d'épuration (STEP) industrielle collective SNC du Cailly appartenant au même groupe que la société NOVANDIE et qui traite également une partie des eaux issues de la société ASPEN. La STEP est située à environ 6 km du site NOVANDIE. L'étude des rejets de cette station d'épuration (STEP) ne met pas en évidence de dépassement du pH en sortie de STEP. L'exploitant demande également s'il existe dans la réglementation ICPE une disposition qui lui permettrait d'intégrer la station d'épuration à son site. L'inspection considère qu'il n'est pas pertinent, compte-tenu de l'éloignement géographique (6 km) d'inclure la STEP dans le périmètre du site. <u>Demande n°3 :</u> Compte-tenu de la conformité des rejets au milieu naturel en sortie de station d'épuration, l'inspection n'envisage pas de suite à ce stade. Sous 3 mois, l'exploitant présentera à l'inspection une étude technico-économique des solutions lui permettant d'atteindre la conformité de ses rejets. Il décrira notamment comment le pH est traité sur la STEP et si ce traitement peut-être relocalisé sur le site de NOVANDIE. Il indiquera également comment il s'assure de l'étanchéité du réseau sur les 6 km qui séparent les deux entreprises et si le réseau entre les deux entreprises a été conçu pour résister à un pH moyen de 11.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : VLE - Rejets dans une station d'épuration industrielle collective

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/10/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, VLE
Prescription contrôlée : [...] <p>L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet vers la station d'épuration industrielle collective exploitée par le "GIE du Cailly", les valeurs limites d'émission suivantes :</p>

Paramètres	Valeur limite d'émission (en mg/L)
DCO	2400
Azote global	140
Phosphore total	12
MEST	700
DBO5	2000

[...]

Constats : En 2023, sur les rejets d'eaux industrielles, l'étude des déclarations sur la plateforme GIDAF met en évidence des dépassements réguliers de la Valeur Limite d'Émission (VLE) fixée pour la Demande Chimique en Oxygène (DCO), 2400 mg/L.

Mois (année 2023)	Nombre de dépassements	Nombre de dépassements de plus de 2 fois la VLE	Pourcentage des valeurs en dépassement (%)
Janvier	3	0	9,7
Février	3	0	11
Mars	8	0	26
Avril	3	0	9,7
Mai	2	0	6,4
Juin	4	0	13,3
Juillet	8	0	26
Août	7	0	23
Septembre	12	0	40
Octobre	12	0	39
Novembre	12	2	40
Décembre	11	0	35

On notera que ces dépassements sont moins nombreux sur le premier semestre mais qu'ils s'intensifient sur le dernier trimestre (entre 35 et 40 % du nombre de valeurs en dépassement). Ces dépassements sont tous de faible ampleur (inférieur à 2 fois la VLE) sauf 2 au début du mois de novembre 2023.

Cette augmentation de la concentration des rejets en DCO correspondrait selon l'exploitant avec les actions menées pour réduire la consommation en eau. En effet, la consommation journalière moyenne d'eau au premier trimestre se situe autour des 470 m³/j alors qu'elle est de 315 m³/j en novembre (diminution de -33 % par rapport au premier trimestre) et de 290 m³/j en décembre (diminution de -38 %) alors que l'exploitant a indiqué pendant la visite qu'il n'y avait pas de variation saisonnière de l'activité.

De plus, le contrôle inopiné mené le 21 novembre 2023 sur les rejets de la station d'épuration SNC du Cailly ne montre pas non plus de dépassement sur le paramètre DCO malgré la contribution de Novandie en tête de station.

Par ailleurs des dépassements ponctuels des concentrations en azote total (NGL) et en phosphore (P) ont été constatés sur les prélèvements hebdomadaires au mois de juin (2 dépassements NGL), juillet (1 dépassement NGL, 2 dépassements P), novembre (2 dépassements NGL et 2 dépassements P) et décembre (2 dépassements P).

Enfin le contrôle inopiné du 23 juin 2023 met en évidence la présence d'hydrocarbures (HCT) en quantité supérieure à 5 µg/L (556 µg/L).

Demande n°4 :

Dans un délai de 3 mois, l'exploitant remettra à l'inspection une étude qui décrira les causes des dépassements en DCO, P, NGL et HCT et la possibilité de respecter les VLE fixées (notamment pour le paramètre DCO) pour ses rejets dans l'eau malgré la diminution de sa consommation en eau. Le cas échéant, il décrira l'impact des rendements épuratoires de la STEP et l'évolution des flux de pollutions émis. À la lumière de cette étude, l'inspection est susceptible de proposer des prescriptions complémentaires pour encadrer la conformité réglementaire des rejets.

Observation :

L'exploitant a indiqué qu'il procédait à une surveillance périodique des chlorures sur son établissement mais qu'il ne l'avait pas déclaré sur GIDAF en l'absence de champ ouvert. L'inspection mettra à jour le cadre GIDAF pour permettre à l'exploitant d'enregistrer l'autosurveillance réalisée sur tous les paramètres surveillés.

L'inspection rappelle à l'exploitant que comme le dispose l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire suscité, « L'origine de tous dépassements devra être recherchée en vue de prendre des mesures palliatives. » À l'avenir, si les résultats de son autosurveillance présentent des non-conformités, l'exploitant veillera à remplir les champs suivants lors de sa déclaration sur la plateforme GIDAF : Cause des dépassements, Nature des dépassements et Mesures correctives envisagées ou réalisées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Confinement des eaux polluées sur le site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2009, article 7.6.10.

Thème(s) : Risques accidentels, Protection des milieux récepteurs

Prescription contrôlée :

Des dispositions sont prises pour qu'il ne puisse pas y avoir en cas d'accident (incendie...) déversement d'eaux polluées (y compris eaux d'extinction et de refroidissement) dans le milieu naturel.

Constats :

Lors de la précédente visite, le 1er avril 2021, l'inspection avait demandé à l'exploitant de justifier le volume d'eau nécessaire à l'extinction d'un incendie sur son site et la procédure de gestion des eaux d'extinction incendie, et notamment les capacités mobilisables de manière gravitaire et les dispositifs d'isolement des réseaux à mettre en œuvre (obturateurs, coupure des pompes de relevage, protection des forages et des autres réseaux). L'exploitant a donc présenté à l'inspection le calcul de son besoin en eau d'extinction en cas d'incendie (calcul D9) et le calcul du volume d'eau à confiner sur le site en cas de sinistre (calcul D9A).

Calcul D9 (besoin en eau) :

La surface de référence considérée est constituée de l'ensemble des bâtiments de la moitié Sud du site (bâtiments U2, U3 et U4) qui abritent le magasin d'approvisionnement, les ateliers de suremballage, le conditionnement, le process, la station fruits, les silos...). La surface totale

considérée est donc de 6 500 m². Elle a été découpée en 4 zones présentant les caractéristiques suivantes :

- C1 : stock en entrepôt frigorifique (produits finis PF, fruits et cuves de fruits) : surface de 1 800 m², hauteur de stock jusqu'à 3 m, catégorie de risque 2 (fascicule R17) ;
- C2 : activités (process, station fruits, suremballage, conditionnement), atelier charge, laboratoire : surface de 2 800 m², hauteur de stockage jusqu'à 3 m (activité), catégorie de risque 1 ;
- C3 : stockage en silos : surface 250 m², hauteur de stockage jusqu'à 8 m, catégorie de risque 3 (fascicule B41);
- C4 : magasin approvisionnement, U2 : surface 1 650 m², hauteur de stockage jusqu'à 8 m, catégorie de risque 2 (fascicule R16). .

Le débit retenu pour l'incendie généralisé des bâtiments précités après le calcul est de 540 m³/h.

Observation de l'inspection :

L'exploitant pourrait utilement mettre en place des dispositifs de sécurité permettant d'éviter la propagation d'un incendie d'une zone à une autre ce qui permettrait de réduire l'ampleur d'un incendie sur le site et par conséquent, la quantité d'eau nécessaire pour son extinction. Il pourra utilement prendre l'avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS 76) sur la défense incendie de son site.

Calcul D9A (besoin de rétention) :

Le calcul D9A a été réalisé en considérant la surface imperméabilisée du site (39 615 m²) et la présence de liquides dans les stocks (20 % du volume contenu dans le local contenant le plus grand volume, soit 160 m³). Ainsi, le volume de liquide à mettre en rétention sur le site est donc fixé à 1 636 m³.

L'exploitant ne dispose pas d'un bassin sur son site.

Il a fait réaliser un relevé topographique du site qui met en évidence que ces eaux ne peuvent pas être contenues de façon gravitaires sur un point bas du site sans aménagement. Le volume pouvant être contenu dans ses réseaux est estimé à environ 30 m³.

Il a envisagé plusieurs solutions pour mettre en place la rétention nécessaire. Dans un premier temps, il a étudié la possibilité de confiner cette eau dans le sous-sol du bâtiment U4. Cependant les utilités du site se trouvant à cet endroit, cette solution ne semble pas techniquement envisageable.

Lors de la visite, l'exploitant a questionné l'inspection sur la possibilité de confiner les eaux extinction dans le bassin tampon de la STEP externe. Dans la mesure où il a été démontré qu'une partie significative de l'eau arrivant à la STEP (environ 40 %) ne provient ni du site NOVANDIE, ni du site ASPEN, il n'est pas possible à ce jour d'affirmer que ce réseau est suffisamment étanche pour envisager d'y faire transiter de l'eau polluée, qui plus est avec un déport de plus de 6km. Cette solution ne semble donc pas adaptée.

Par ailleurs, l'inspection a demandé à l'exploitant de lui présenter les consignes permettant de mettre le site sous rétention en cas de déversement accidentel ou d'incendie. La procédure présentée, créée le 4 janvier 2024 et présentée aux équipes la veille de l'inspection (sans enregistrement), traite uniquement des cas de déversement accidentels sur le site. Le cas des eaux d'extinction incendie susceptibles d'être polluées n'est pas encore traité. En cas de déversement, il peut également être nécessaire d'arrêter les pompes de relevage situées sur le réseau d'eaux pluviales ou d'eaux usées industrielles du site. Cette consigne n'est pas inscrite dans la procédure

actuelle.

Demande n° 5 :

L'exploitant ayant présenté de nouveaux éléments relatifs à la rétention des eaux susceptibles d'être polluées sur le site (calcul D9, D9A, relevé topographique, procédure...), l'inspection n'envisage pas de suite à ce stade. L'exploitant présentera à l'inspection sous 2 mois un plan d'actions pour la mise en œuvre du confinement des eaux susceptibles d'être polluées sur le site accompagné d'un échéancier. Dans la mesure où cette demande avait déjà été formulée lors de la précédente visite d'inspection, en cas de non-respect de ce délai, l'inspection pourrait proposer à M. le préfet de mettre en demeure l'entreprise de respecter l'article 7.6.10 de l'arrêté préfectoral du 26/10/2009.

L'exploitant mettra à jour les consignes de confinement des eaux susceptibles d'être polluées sur le site dans la configuration actuelle et lorsque les futurs aménagements seront mis en œuvre.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Comblement d'un forage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2009, article 4.1.3.2.3.

Thème(s) : Risques chroniques, Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Prescription contrôlée :

Abandon provisoire ou définitif de l'ouvrage

L'abandon de l'ouvrage sera signalé au service de contrôle en vue de mesures de comblement.

Tout ouvrage abandonné est comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations aquifères.

Abandon provisoire :

En cas d'abandon provisoire ou d'un arrêt de longue durée, le forage sera déséquipé (extraction de la pompe). La protection de la tête et l'entretien de la zone neutralisée seront assurés.

Abandon définitif :

Dans ce cas, l'exploitant devra assurer le comblement du captage d'eau potable abandonné conformément à la norme NFX10-999 et en informer monsieur le Préfet et le BRGM.

Constats :

Le comblement a été réalisé selon la norme NF X 10-999 jusqu'au niveau de la rue. La dalle a été démolie et reconstruite pour permettre le passage de véhicules.

L'exploitant a présenté à l'inspection le rapport de synthèse des travaux de comblement du forage n°994b192 daté de novembre 2021. L'inspection a permis d'observer le tube acier jusqu'à une profondeur de 14 m selon la documentation fournie. Aucune cavité ni percement n'a été mis en évidence. La crépine de diamètre 500 mm a été observée jusqu'à une profondeur de 29 m selon les indications données et la crépine de diamètre 450 mm jusqu'à une profondeur de 40 m. La localisation du fond du puits a été confirmée à environ 40 m.

Type de suites proposées : Sans suite